

FORMATION POLITIQUE MILITANTE

Niveau 1

L'économie & les classes sociales de la France

(En Europe et dans le monde)

«Là où il y a une volonté,
il y a un chemin.»

Lénine.

Sommaire

Chapitre I : Les richesses matérielles de la France

- 1- La production agricole - *p.4*
- 2- La production industrielle et énergétique - *p.6*
- 3- La construction et les secteurs tertiaires - *p.10*
- 4- Les voies de communication - *p.13*
- 5- Les échanges internationaux - *p.13*
- 6- Évolution de la production - *p.16*

Chapitre II : Les classes sociales

- 1- Capitalistes et prolétaires - *p.18*
- 2- Les classes intermédiaires - *p.19*
- 3- Évolution de la structure sociale - *p.20*
- 4- L'exploitation capitaliste - *p.22*

Chapitre III : Les monopoles et l'oligarchie financière

- 1- La centralisation des capitaux - *p.24*
- 2- La formation des monopoles - *p.25*
- 3- Le capital financier - *p.26*

Chapitre IV : La mainmise des monopoles sur l'économie européenne et française

- 1- La surexploitation de la classe ouvrière - *p.28*
- 2- Les monopoles, destructeurs de la propriété - *p.29*
- 3- La petite et moyenne production sous la dépendance du capital financier - *p.30*
- 4- L'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme - *p.31*

Chapitre I :

Les richesses matérielles de la France

La France est un pays riche. Elle possède d'abondantes ressources agricoles et industrielles.

Après l'Allemagne, c'est le deuxième pays de l'Union européenne dans la création de richesses : son produit intérieur brut (PIB) était en 2020 d'environ 2 100 milliards d'euros.

1. La production agricole

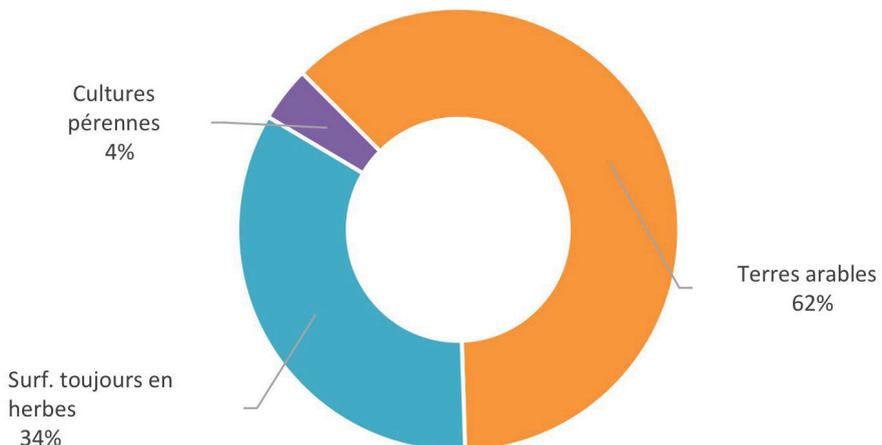
- Importance économique de l'agriculture :

Si la valeur de son activité agricole (y compris le secteur des industries agro-alimentaires) est de 73 milliards d'euros, soit 3,5 % du PIB (environ 8 % en 1980), la France possède la plus forte production agricole totale de l'Union européenne (18 % du produit agricole et agro-alimentaire).

Aussi, 400 000 personnes (1,5% de la population active) travaillent dans le secteur agricole, bien que le nombre d'agriculteurs ait été divisé par 4 en 40 ans.

- Les terres agricoles françaises

- La superficie totale de la France métropolitaine est de 540 000 km²; 54% de cette superficie sont cultivés (290 000 km²).



- Principales productions agricoles : (par an en millions de tonnes)

- Betterave sucrière : 39 (7^{ème} rang mondial)
- Blé : 35 (1^{er} rang européen et 5^{ème} mondial)
- Maïs : 13 (8^{ème} rang mondial)
- Orge : 11 (1^{er} rang européen et 2^{ème} mondial)
- Raisin : 6 (vin : 2^{ème} rang mondial)

Elles sont suivies par de nombreux autres produits (autres céréales, légumes, légumineuse, fruits).

- La forêt :

- La France possède la première forêt de feuillus d'Europe.

La forêt française représente 30% de la superficie du territoire et est en croissance de 0.7%/an depuis 1985, passant de 14 à 17 millions de km².

- Elle est principalement composée de feuillus tels que chênes, hêtres, frênes, ormes et châtaigniers.

Elle comprend également de nombreuses espèces de résineux : cèdres, pins douglas, pins sylvestre, épicéas, mélèzes, pins d'Alep etc.

- La forêt française est essentiellement privée (74%). La production totale annuelle de bois de la forêt française est de 90 millions de m³.

- L'élevage :

- Avec près de 40 millions de têtes le cheptel allaitant français est le premier d'Europe.

La France est également le troisième producteur mondial de lait et de produits laitiers ainsi que le 5^{ème} mondial pour la viande bovine.

Le cheptel français se compose comme suit :

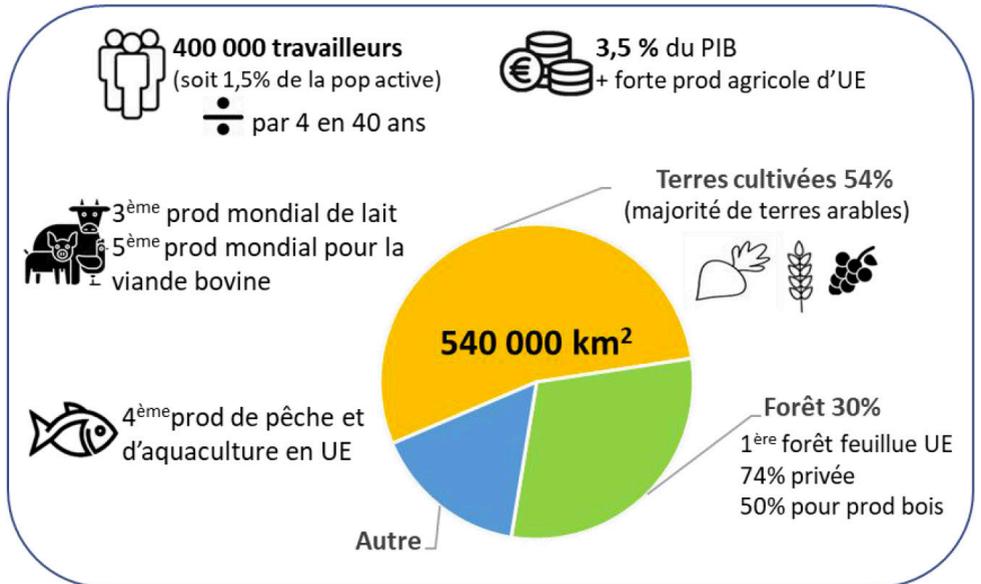
Bovins : 17,8 millions de têtes - Porcins : 13,9 millions de têtes -
Ovins : 7,3 millions de têtes - Caprins : 1,4 millions de têtes.

- La pêche

La France métropolitaine est le 4^{ème} producteur halieutique européen après l'Espagne, le Royaume-Uni et le Danemark.

Ce secteur produit plus de 640 000 tonnes de poissons par an.

Production agricole



2. La production industrielle et énergétique

- L'industrie

La valeur de l'activité industrielle française représente 272 milliards d'euros soit 13% de la richesse nationale produite (bien que son importance ait quasiment été divisée par deux en quarante ans).

L'activité industrielle se répartit en quatre grands domaines :

- Les industries manufacturières* qui fabriquent des biens et produits (85 %) ;
- Les industries de production et de distribution énergétiques (10 %) ;
- Les industries de production et distribution d'eau, d'assainissement et de dépollution (4 %) ;
- Les industries extractives (1 %).

3,1 millions de personnes (12% de la population active) travaillent dans le secteur industriel, majoritairement dans l'industrie manufacturière. Ce secteur génère en plus 4,5 millions d'emplois indirects (ex : les transports ou la réparation). Bien qu'elle ait connu, suite à la Première Guerre mondiale une forte augmentation de son industrie, la France vit un long ralentissement jusqu'à nos jours. À titre d'exemple, elle produisait au sortir de la Seconde Guerre mondiale environ 20 millions de tonnes d'acier et de fonte par an, contre 11 millions de tonnes à l'heure actuelle.

**Manufacturières :*

On entend par manufacturières l'ensemble des industries de transformation des biens, c'est à dire principalement des industries de fabrication de produits. Elles concernent cependant aussi la réparation et l'installation d'équipements industriels ainsi que des opérations en sous-traitance pour un tiers donneur d'ordres.

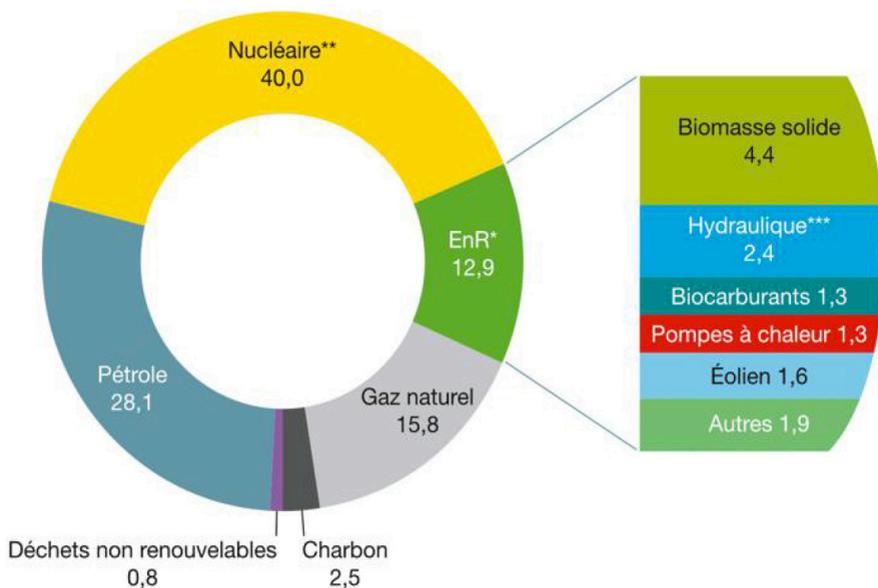
Les plus importantes en France sont celles du matériel de transport, de la construction, de l'agroalimentaire, de la chimie et de la pharmacie, de la métallurgie et de l'électronique.

- **L'énergie :**

La production énergétique française est un élément central de son économie. En 2019, le secteur de l'énergie représentait 1,8 % du PIB français.

Elle se répartit de la façon suivante :

40 % de nucléaire, 28 % de pétrole, 16 % de gaz naturel, 14 % d'énergies renouvelables et déchets et 2 % de charbon. La principale source d'énergie renouvelable étant le bois, utilisé pour le chauffage.



* EnR : énergies renouvelables.

Les matières premières nécessaires à la production d'énergie (uranium, pétrole, gaz naturel) ne sont pas extraites en France et sont importées (excepté le bois et l'eau). Mais le pays dispose de centrales qui permettent de produire de l'électricité et de raffineries de pétrole qui produisent des carburants.

- **L'électricité :**

La production d'électricité a quasiment quadruplé entre 1970 et 2010 où elle a atteint un niveau de 550 TWh (nette de l'autoconsommation des centrales) ; elle est essentiellement assurée par un mixe énergétique avec, en tête, la production nucléaire (72.3%), les énergies fossiles comme le gaz, le charbon, le pétrole (8.6%), l'hydraulique (12%) et enfin les sources d'énergie intermittentes (éolien 3,9%, solaire 1,6%).

Grâce à son mixe énergétique majoritairement dominé par la production nucléaire, la France est l'un des trois pays les moins émetteurs de CO₂ / KWh.

À titre de comparaison, pour l'année 2019 l'Allemagne a rejeté pour sa production d'électricité 208 millions de tonnes (Mt) de CO₂ contre 22,7 Mt de CO₂ pour la France, soit un écart de plus de 185 Mt.

- **Le raffinage :**

La capacité annuelle de raffinage de l'Hexagone est de 70 millions de tonnes, ce qui représente 510 millions de barils (chiffres de 2014), sur un total de neuf raffineries.

Parmi ces neuf raffineries, Total en possède cinq en France, tandis qu'Exxon Mobile en possède deux. Les autres centres de raffinage appartiennent aux groupes pétroliers PETROINEOS et SARA (pour la Martinique).

Pour pouvoir produire les différents carburants, la France importe du pétrole brut depuis plusieurs pays :

- L'Afrique 33% (Nigéria, Algérie, Libye, etc.)
- Les pays de l'ex-URSS 29% (Russie, Kazakhstan, etc.)
- Le Moyen Orient 21 % (Arabie-Saoudite, etc.)

L'ensemble de ces importations correspond à environ 52 Mt de pétrole par an.

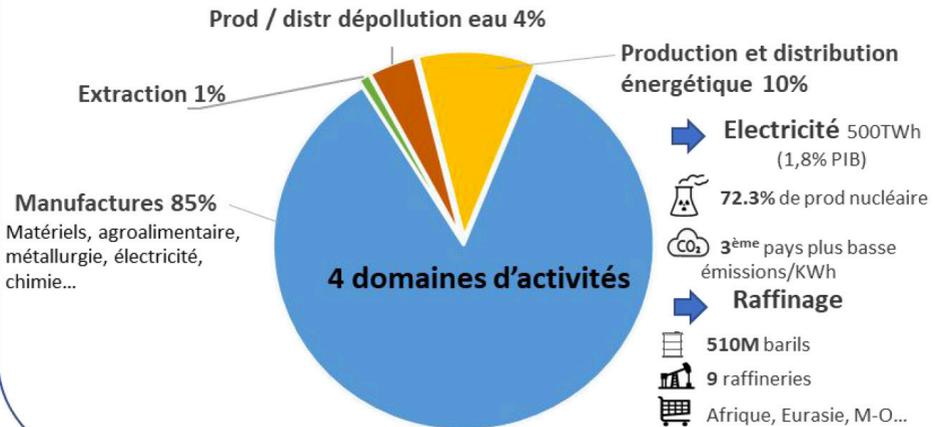
Production industrielle



3,1 M de travailleurs
(soit 12% de la pop active)
+ 4,5 M d'emplois indirects



13% du PIB



3. La construction et les secteurs tertiaires

> La construction ou BTP (Bâtiments et Travaux Publics)

- Importance économique du BTP

Le bâtiment contribue à 5 % (107 milliards) de la richesse française. C'est une activité dont l'importance est plutôt stable. 1,8 million de personnes (6 % de la population active) travaillent dans le secteur du BTP.

La France est le deuxième exportateur mondial de travaux publics et compte 4 grandes sociétés d'importance mondiale (Vinci, Bouygues, Eiffage et Spie Batignolles).

- Les grands secteurs du BTP

Le bâtiment comprend la construction et la rénovation de logements et de locaux commerciaux ou industriels.

En France, on construit chaque année de l'ordre de 500 000 logements par an. Les travaux de rénovation, notamment d'isolation thermique, jouent de plus en plus un rôle-clé dans la transition énergétique.

Les travaux publics sont très variés et modèlent notre environnement (barrages hydrauliques, viaducs, voies carrossables et ferroviaires, etc.) ou plus modestement font partie de notre quotidien (terrassement, éclairage public, etc.).

Le Bâtiment est un des derniers secteurs qui semble avoir échappé jusqu'ici à la révolution industrielle et dans lequel le nombre des entreprises artisanales reste très élevé : environ 220 000 entreprises de moins de 5 salariés (TPE). L'artisanat du bâtiment représente plus du quart du secteur des métiers du BTP, mais se trouve de plus en plus précarisé (auto-entrepreneurs, coût des matériaux...).

- Les secteurs tertiaires (ou services)

Le secteur tertiaire recouvre un vaste champ d'activités qui s'étend du commerce à l'administration, en passant par les transports, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et aux particuliers, l'éducation, la santé et l'action sociale.

- Importance économique du secteur tertiaire

C'est de loin le secteur quantitativement le plus important de l'économie française :

- 80% des richesses (près de 1 700 milliards d'euros) y sont créés et cette part ne cesse de croître.

- En 2020, le secteur tertiaire concentre 76% de la population active française. 87,8% des femmes actives y travaillent et 65,1% des hommes. Cet écart s'explique essentiellement par la forte présence des femmes dans l'enseignement, la santé, l'hébergement médico-

social ou encore les services aux ménages, qui emploient à eux seuls 41,8% des femmes actives.

- Répartition du secteur tertiaire

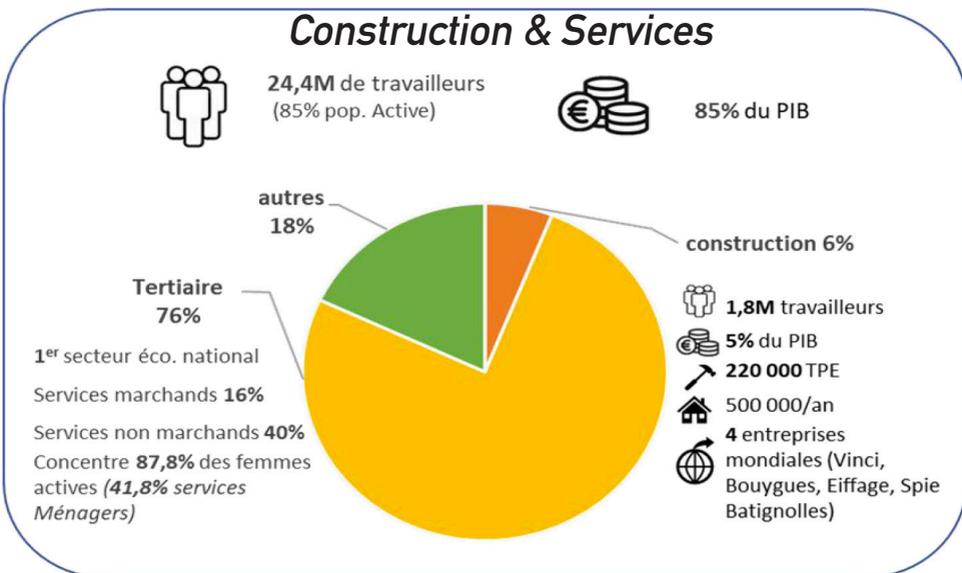
Le secteur tertiaire se divise en deux (public et privé) et se concentre majoritairement sur du service réparti en deux catégories :

- les services marchands (vente et revente, conseil, tourisme, transports, banques, assurances, professions libérales, grande distribution, etc. 16%), ayant pour unique but de générer du profit.

- les services non-marchands (administration publique, santé, enseignement, social, services à la personne) environ 40%, dont le but est de rendre un service d'utilité publique.

- le reste du secteur concerne les activités scientifiques et techniques à 9,5%, la communication 3,3% et la finance 3,5%.

Les services « non-marchands » sont gérés soit par l'État et les collectivités territoriales, soit par les associations, et représentent un tiers des services. Cependant les politiques libérales encouragent leur privatisation, rognant leur intérêt économique et social.



4. Les voies de communication

Le réseau routier français regroupe près de 1 103 451 kilomètres de voies diverses (nationales, départementales et communales). Il comprend 20 656 kilomètres se répartissant en 11 618 km d'autoroutes (9 040 km d'autoroutes concédées (privatisées) et 2 578 km d'autoroutes non concédées), et 9 044 km de routes nationales.

Avec près de 29 000 km de lignes, le réseau ferroviaire français est le deuxième plus long d'Europe après l'Allemagne (39 000 km).

La France est, avec l'Espagne, le pays européen qui possède le plus grand réseau de lignes TGV (2 675 km).

Le réseau français est l'un des moins «circulés» avec un nombre de 45 circulations quotidiennes par kilomètre de ligne contre 54 pour la moyenne des pays membres de l'IRG-rail. La densité de son maillage ferroviaire se situe autour de la moyenne avec 5,2 km de lignes pour 100 km².

Le transport ferroviaire de marchandises est en constante diminution au profit du camionnage et ne représente plus aujourd'hui qu'1/10^e de celui de la Suisse.

Le transport aérien en France représente 170 millions de passagers par an (+18% depuis 2012) et 2,6 millions de tonnes de fret transportés en 2017, avec 86 aéroports ouverts à l'aviation commerciale.

5. Les échanges internationaux

- Import/export

On parle de « balance commerciale », pour parler de la différence entre les exportations (ce qu'un pays vend à l'étranger) et les importations (ce qu'un pays achète).

Avoir une balance commerciale bénéficiaire ou déficitaire n'est pas bon ou mauvais en soi : on peut imaginer un pays autosuffisant qui ne vend rien à l'étranger, et achète seulement, par exemple du pétrole parce qu'il n'en a pas, sa balance serait déficitaire, mais cela ne serait pas obligatoirement un problème.

A contrario, un pays peut vendre beaucoup plus qu'il n'achète (ex. les pays producteurs de pétrole), sans que la richesse ne soit pour autant redistribuée.

Quoi qu'il en soit, la balance commerciale permet d'avoir une idée de ce qu'un pays produit en quantité et va vendre à d'autres pays.

En matière de commerce extérieur, la balance commerciale de la France est déficitaire depuis 2006 : environ - 80 milliards en 2021. Cela est lié notamment à la hausse des prix de l'énergie, que la France achète en majorité à l'étranger, qui a aggravé ce déficit.

Les principaux clients (et fournisseurs de la France) sont l'Allemagne (export 61Mds€, import 72 Mds€), les Etats-Unis (export 32,3, import 31Mds€), l'Italie (export 32,2, import 39,3 Mds€) et la Belgique (export 30,9 Mds, import 32,5 Mds€).

La France importe énormément de biens chinois (56,6 Mds€), mais exporte peu vers ce pays (17,7 Mds€).

- Union européenne

La France est le 3^e pays exportateur de l'Union européenne (en recul cependant depuis 20 ans), derrière l'Allemagne et les Pays Bas. En 2018, la France représentait 8,5 % du commerce intra UE, l'Allemagne 22,4 %.

Au sein de l'UE, en 2000, la France représentait 16,2 % des parts de marché pour les véhicules. Les ventes de véhicules ont augmenté de 102 % au sein de l'UE entre 2000 et 2018, mais seulement de 46 % en France : nos parts de marché ont donc diminué et représentent désormais 9,8 %.

13 % des exportations françaises vers l'UE sont des produits agricoles (notamment céréales et boissons).

• Commerce mondial :

Au cinquième rang mondial et au troisième rang européen, la France reste un pays exportateur de produits agroalimentaires de premier plan.

Avec un excédent commercial de 5,7 milliards d'euros en 2018, le secteur agroalimentaire (produits bruts et transformés) se classe en troisième position, derrière l'automobile et la chimie.

Cependant, il est à noter que la France exporte près de 80 % de sa production et en importe à peine moins.

Le poids de la France dans le commerce mondial a été divisé par deux entre 1990 et 2012, passant de 6,3 à 3,1 % du commerce global.

La France exporte plus qu'elle n'importe (chiffres 2020) en matière de biens alimentaires (63,4 Mds vs 57,2 Mds€ exportations/importations) et matériels de transports (95,1Mds€ vs. 86,4 Mds€).

En revanche, au niveau énergétique, la France importe beaucoup plus (39,5Mds€) qu'elle n'exporte (14,6 Mds€, du fait de ses importations de charbon/pétrole/gaz).

Voies de communication Import/Export



1,1Mkm de voies
20 656 Km autoroutes
(9040 privées)
9044 nationales



29 000 Km
2nd + long UE
Réseau le moins circulé (45
circulations/jour)
10% parts mondiales
européennes de fret



170M passagers/an
2,6MT de fret/an
86 aéroports
commerciaux
 22MT/an



Balance commerciale déficit
(-80% en 2021
Importe+ / exporte -)



Italie, Belgique, Chine, All.



3^{eme} exportateur UE (8,5%)
Export+ (63,4Mds€) / Import-
557,2Mds€
13% exports vers UE
5^{eme} exportateur mondial
Export 80% de la production
Import 78% de la
consommation



Import+ (39,5Mds€) / Export-
(14,6Mds€)

6. Évolution de la production

Après la Deuxième Guerre mondiale, la production française a fortement progressé mais, à partir de la crise pétrolière de 1973, la production industrielle a progressivement été déplacée vers les pays à bas salaires, à faible protection sociale et environnementale.

Ce mouvement a eu pour effet en France, comme dans une grande partie des pays Européens, de faire basculer l'économie vers les services.

Cependant, la perte d'une large part de la production industrielle a affaibli notre pays. La crise sanitaire de SARSCOV2 a mis en évidence que le manque de capacités productives plonge la France dans de grandes difficultés d'approvisionnement de biens courants. La réindustrialisation devient alors un des enjeux majeurs de notre époque, pour surmonter de nombreux problèmes, tant sur le plan social et environnemental que sanitaire.

Ces constats matériels et factuels trahissent l'impasse dans laquelle le capitalisme mène l'ensemble des sociétés et des pays.

Néanmoins, nous avons pu noter précédemment que la France possède toujours de grandes capacités, un haut développement technique (ex: le projet ITER (Réacteur thermonucléaire expérimental international), ainsi qu'une population aux savoir-faire importants.

Au 1^{er} janvier 2020, la France compte 67 Millions d'habitants et a connu au cours de l'année 2019 une augmentation de 0.3% de sa population.

- 64 M vivent en métropole ;
- 2,16 M vivent en départements d'Outre-Mer.
- 6.6 M de personnes sont étrangères (9.9%).

La population active est de 29,7M d'individus (14.4M de femmes, 15.3M d'hommes) et représente 71.7% de la population totale.

Sur ces 29,7 millions de Français actifs, plus des trois-quarts travaillent dans le secteur tertiaire, tandis que l'industrie ne

représente plus que 13,9% des emplois, la construction, 6,6% et l'agriculture 2,8%.

L'ensemble de ces capacités productives constitue des bases solides de départ pour la reconstruction d'une industrie d'avenir et de progrès humains.

Il ne manque donc rien à la France pour devenir un pays des plus prospères.

Elle a de quoi se nourrir, elle détient des matières premières essentielles, des capacités commerciales et des potentiels industriels importants. Elle a une excellente main-d'œuvre parvenue à un haut degré de développement et de qualification. Elle bénéficie de plusieurs siècles d'expériences productives et possède actuellement, malgré la destruction de son industrie, des capacités et des moyens capables de produire d'immenses richesses.

Pourquoi, malgré ces richesses et la capacité productive importante et croissante des Français, ces derniers ne vivent-ils pas dans l'abondance ?

Pourquoi nos ouvriers connaissent-ils des salaires si bas ?

Pourquoi y a-t-il un nombre si important de chômeurs, alors qu'on ne cesse d'entendre parler de pénurie de main-d'œuvre ?

Pourquoi nos paysans, nos petits-commerçants, l'ensemble des salariés, des soignants connaissent-ils tant de difficultés et de misère ?

Les richesses de la France sont le produit du monde du travail appliqué aux ressources naturelles

Or, ces richesses produites sont drainées au profit d'une minorité qui monopolise entre ses mains les moyens de production, qui vit ainsi du travail d'autrui, en exploitant la majorité laborieuse.

C'est le phénomène de l'exploitation capitaliste.

Chapitre II :

Les classes sociales

1. Capitalistes et prolétaires

Dans le mode de production capitaliste on peut donc distinguer nettement deux grandes classes : celle des capitalistes qui détiennent les moyens de production, autrement appelée la bourgeoisie et celle des prolétaires qui en sont privés.

Le bourgeois détient la propriété privée des moyens de productions (entreprises, usines, banques etc.) Il ne produit aucune richesse mais capitalise les richesses produites ;

Le prolétaire ne possède que sa force de travail et n'obtient, sous forme de salaire ou de paie, que l'équivalent nécessaire à la reproduction de sa force de travail.

Points importants :

définir collectivement les notions de force de travail, reproduction de la force de travail, plus-value, richesses produites, exploitation.

« Un homme qui ne dispose d'aucun loisir, dont la vie tout entière, en dehors des simples interruptions purement physiques pour le sommeil, les repas, etc., est accaparée par son travail pour le capitaliste, est moins qu'une bête de somme. C'est une simple machine à produire de la richesse pour autrui, écrasée physiquement et abrutie intellectuellement. Et pourtant, toute l'histoire de l'industrie moderne montre que le capital, si on n'y met pas obstacle, travaille sans égard ni pitié à abaisser toute la classe ouvrière à ce niveau d'extrême dégradation. » (Salaires, prix et profits).

Bien que la liquidation de l'industrie européenne et française ait considérablement réduit le nombre d'ouvriers européens, l'ensemble des salariés dans la production matérielle, intellectuelle et de services fait partie du prolétariat. Il est important de préciser

que chacune de ces deux classes comporte en elle différentes couches.

Exemple : dans le prolétariat on retrouve la couche ouvrière, à la base de la production des marchandises, mais également d'autres couches dans des secteurs de service, de commerce etc. (les employés).

On notera que dans le mouvement mondial de la progression des sociétés, la classe prolétaire mondiale n'a cessé de croître et est aujourd'hui la classe la plus largement représentée en nombre d'individus sur la surface du globe terrestre.

2. Les classes intermédiaires

Cependant, la société capitaliste ne comporte pas seulement des capitalistes et des prolétaires. Entre ces deux classes se trouve un ensemble de couches sociales, intermédiaires ; on compte parmi elles :

- les petits propriétaires terriens, paysans, artisans, petits-commerçants, qui possèdent des moyens de production, mais sont obligés de les exploiter eux-mêmes par leur propre travail ; ce système de production est un héritage archaïque né à la fin du Moyen-Âge (XV^{ème} siècle), parallèlement aux grandes découvertes maritimes (Amériques, etc.).

À titre d'exemple, on compte environ 1,35 Million d'artisans en 2021.

L'existence de ces classes intermédiaires est un fait particulièrement important en France. Cette situation est due au développement ancien de la petite propriété paysanne et à la construction depuis de longs siècles d'une petite bourgeoisie commerçante, base des professions libérales.

Cette catégorie sociale, paysans aisés, boutiquiers, artisans, etc. est souvent liée au prolétariat en province, mais aussi dans les zones

rurales, où elle est plus nombreuse que lui.

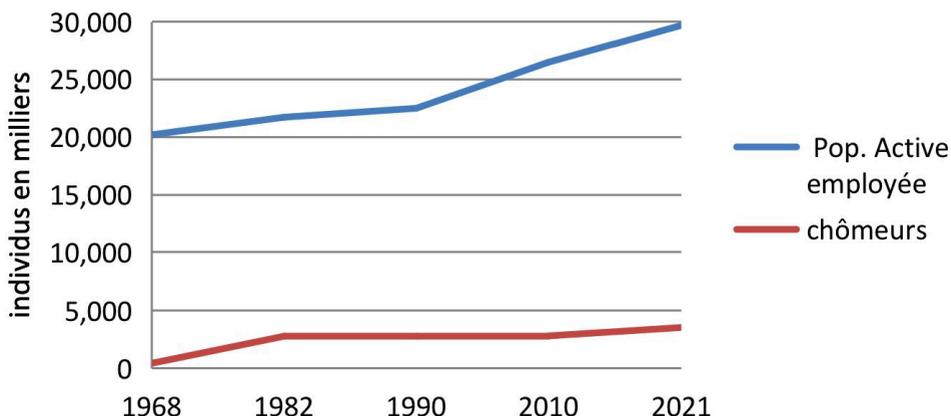
- les cadres supérieurs, managers, contremaîtres, directeurs etc. Par leur statut salarié, ces couches subissent également une exploitation, mais largement moindre, **qui leur permet de reconstituer plus que leur force de travail**. Leur position intermédiaire dans la société, un pied dans le prolétariat, par leur situation dans les rapports de production, l'autre dans la culture et les conditions matérielles de la bourgeoisie, les met parfois en contradiction avec le prolétariat, les capitalistes entretenant l'illusion d'un antagonisme entre elles.

3. Évolution de la structure sociale

Le développement de l'économie capitaliste provoque des changements continuels dans les structures sociales.

Quelques chiffres donnent une idée des changements intervenus au cours des dernières décennies :

Évolution population active/chômeurs



En France, le nombre de salariés est passé de 15 millions de personnes en 1968, à 25 millions en 2020 tandis que le chômage n'a cessé de croître.

Le chômage apparaît comme une conséquence inéluctable du développement de l'économie capitaliste. Plus ses capacités productives augmentent (machines, technologies), plus il développe la population en capacité de produire, plus les capitalistes s'accaparent les richesses, plus le nombre de personnes sans emploi augmente, permettant aux capitalistes d'exercer une pression plus importante sur les prolétaires en activité et augmenter leur niveau d'exploitation.

Le chômage résulte donc de l'accaparement des richesses produites au profit des uns, suivi de la répartition du reste pour les autres.

Le développement de l'activité productive est entravé par la logique même du fonctionnement capitaliste.

Les classes sociales en France

Bourgeoisie



Capitalistes, Patrons,
banquiers, actionnaires,

Possède:

Moyens de production, Capital

Ne produit pas de valeur

Exploite le prolétariat



Classes intermédiaires



Artisans, boutiquiers,
cadres sup.

Possède:

Une partie de ses
moyens de production
(ou capital) et force de
travail



Prolétariat



Employés, salariés, ouvriers,
auto-entrepreneurs

Possède: uniquement sa force
de travail



4. L'exploitation capitaliste

La valeur des marchandises, fruit du travail humain, est déterminée par la quantité de travail social nécessaire à leur production. Mais l'ensemble des individus qui ont contribué à produire une marchandise déterminée ne reçoit, sous forme de salaire, qu'une partie de la valeur de cette marchandise.

Car dans le modèle capitaliste, les travailleurs ne possèdent pas de moyens de production (usines, terres, entreprises, machines, etc.) ; pour ne pas mourir de faim, ils sont obligés de vendre leur force de travail aux capitalistes, détenteurs de ces moyens de production essentiels.

Le salaire ensuite payé aux travailleurs correspond en moyenne, non pas à la valeur des produits qu'ils créent, mais à la valeur de leur force de travail. C'est-à-dire à la valeur des produits nécessaires à leurs besoins vitaux, qu'ils doivent satisfaire pour reconstituer leur propre force de travail (nourriture, vêtements, carburant...).

Or, dans le capitalisme, les conditions modernes de la production font que le salarié produit durant son temps de travail plus de richesse que nécessaire à ce qu'il consomme pour l'entretien de sa propre force de travail.

Ex : Un ouvrier produisant des canettes, au taux horaire de 10,85€ gagne en une journée 86,80€ alors qu'il aura produit une valeur bien supérieure en canettes vendues.

De même une serveuse au cours de son service vendra en canettes produites par l'ouvrier, une valeur largement supérieure au salaire perçu.

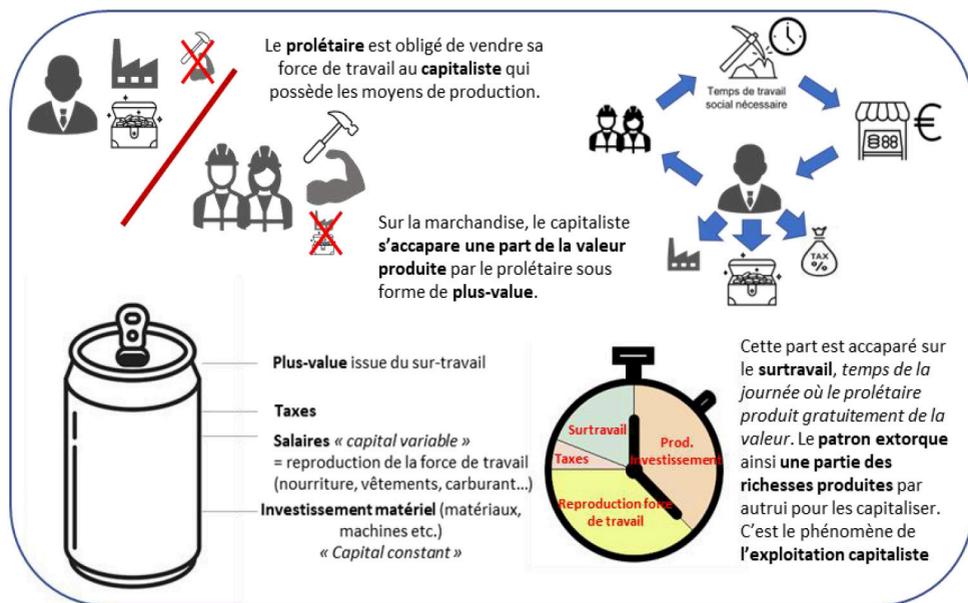
Si une partie de cette richesse produite en plus est nécessaire pour l'entretien et l'investissement matériel, une autre part est accaparée par le patron à son profit personnel. Ainsi, les ouvriers travaillent gratuitement pour leur patron une partie de la journée et créent une plus-value qui s'ajoute sans cesse au capital du patron.

De ce fait, ce ne sont pas ceux qui créent les richesses qui en profitent, mais une minorité improductive qui défend durement ses privilèges.

Le patron capitalise ainsi sur la plus-value produite par les travailleurs en leur extorquant une part des richesses produites sous forme de profits. On parle d'extorsion de la plus-value.

Ce mécanisme, où la richesse produite en plus que ce qui est nécessaire à reconstituer sa force de travail par le salarié, est accaparée par son patron, porte un nom : l'exploitation.

L'exploitation capitaliste



Chapitre III :

Les monopoles & l'oligarchie financière

En France, comme partout en Europe, la mécanique du mode de production capitaliste a conduit à l'apparition et au développement de monopoles. Leur apparition se situe dans les années 1870-73 et ce n'est qu'à la fin du XIX^{ème} siècle qu'ils deviennent d'un coup une base essentielle de l'économie dans les pays capitalistes en trois étapes majeures :

1- La centralisation des capitaux

Dans la production, la concurrence entre les entreprises privées pousse les propriétaires à améliorer, à transformer sans cesse leurs moyens de production (machines, robots, outils informatiques) en vue de produire plus en moins de temps que leurs concurrents, donc à des prix inférieurs.

Ce développement de la technique s'accompagne d'une centralisation des capitaux. Les innombrables petites entreprises sont remplacées par des entreprises peu nombreuses mais gigantesques.

D'une part, parce que la production de certaines marchandises est incompatible avec la petite entreprise (sidérurgie, rail, etc.), d'autre part, parce que l'évolution incessante de la technique tend à la ruine des capitalistes trop faibles pour faire évoluer ou étendre leur entreprise et se font alors absorber par les entreprises plus importantes qui s'enrichissent sur les dépouilles des vaincus.

La logique compétitrice du capital tend à mettre les capitalistes eux-mêmes en concurrence et encourage à la concentration des moyens de production dans les mains des plus puissants.

2- La formation des monopoles

Quand, dans une branche de production donnée, la concentration des capitaux est telle que l'essentiel de la production se trouve aux mains d'un petit nombre de concurrents géants, ces derniers substituent à leur concurrence une entente qui leur permet d'exercer dans la branche donnée, une domination absolue. Ces ententes s'appellent des monopoles. (Ex : entente sur les prix des entreprises françaises Charles Faraud, Andros et Materne, révélées en 2014 dans l'affaire du « cartel de la compote »).

Dès lors, les monopoles vont régler à leur gré la production. Ils imposent des prix, des conditions d'achat et de vente qui permettent une augmentation exceptionnelle de leurs profits. Dans certains cas, les monopoles suppriment le régime de « libre concurrence ».

La formation et le développement des monopoles dans les pays capitalistes se présentent sous des formes très variées, mais quel que soit sa forme, le monopole est le résultat de la concentration capitaliste.

Les cas les plus fréquents sont :

a- Concentration horizontale : deux ou trois entreprises éliminent progressivement leurs concurrents, achètent des entreprises similaires. Leurs dirigeants finissent par s'entendre et par régner sur toute une branche de production.

On peut le retrouver actuellement dans la production boulangère avec quelques entreprises comme Marie Blachère concentrant la propriété des boulangeries, mais également la concentration des épiceries et points de vente par des entreprises géantes de type Casino, Carrefour, etc.

b- Concentration verticale ou intégration : Une entreprise géante ne se contente plus de ses fabrications propres, mais annexe les entreprises qui préparent ses matières premières, celles qui

utilisent sa production ou ses déchets, les entreprises de ses clients, les moyens de transport qu'elle emploie pour l'acheminement des matières premières et des marchandises qu'elle produit.

Cette concentration verticale s'est illustrée en France avec l'industrie sidérurgique comme dans les aciéries de Longwy, mais se traduit aujourd'hui par la sous-traitance dans de nombreux domaines, ainsi que la concentration des entreprises médiatiques, du luxe comme du bâtiment ou encore avec les GAFA.

Ainsi, se sont édifiés en France et tout autour du globe des systèmes colossaux exploitant des centaines de milliers de travailleurs, aboutissant alors à des super-multinationales comme Amazon, qui concentre à elle seule l'équivalent du PIB de certains pays.

3- Le capital financier

On ne peut pourtant pas se contenter de cette représentation simplifiée du monopole. Une transformation profonde de l'entreprise, l'acquisition de celle d'un concurrent ou la création d'une filiale exige une disponibilité financière qui ne peut venir des entreprises existantes. D'où la nécessité du recours au crédit. Une banque géante couvre alors les opérations de cette entreprise.

Les banques s'unissent de plus en plus étroitement aux entreprises géantes de l'industrie et du commerce. Les directeurs de banque entrent dans les conseils d'administration des firmes industrielles et réciproquement, les grands industriels prennent place dans les conseils d'administration des banques, des assurances.

C'est l'interpénétration du capital industriel et du capital bancaire. Cette interpénétration, par l'achat réciproque d'actions, donne naissance à une nouvelle forme de capital : le capital financier.

Il se forme alors une oligarchie financière, maîtresse des plus grandes banques et des plus importantes entreprises. (La BNP est la première banque européenne, qui s'est accaparé plusieurs

banques belges et italiennes).

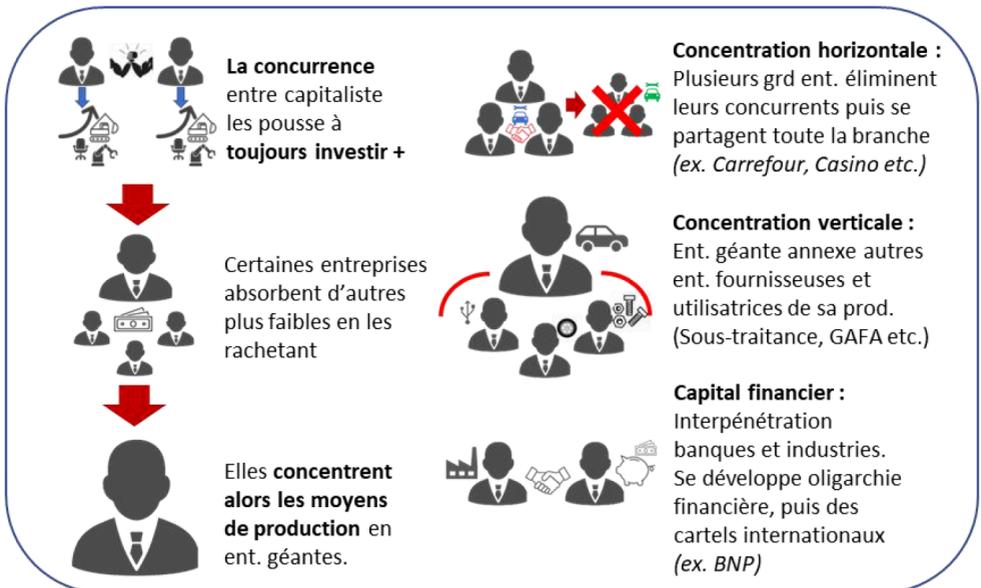
*« Ainsi, la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général »
Lénine.*

Aussi, la puissance des groupes du capital financier s'étend bien au-delà de leurs propres entreprises et de leurs ouvriers; chaque groupe place une partie de ses disponibilités dans diverses autres entreprises dont il devient de fait copropriétaire.

Se constituent ainsi des réseaux compliqués dont les mailles couvrent toute l'économie.

Enfin, des trêves plus ou moins durables s'établissent entre les différents monopoles concurrents des divers pays capitalistes. Ils s'accordent pour une période sur la répartition des marchés, les prix de vente et finissent par constituer des cartels internationaux.

Monopoles & oligarchie financière



Chapitre IV :

La mainmise des monopoles sur l'économie européenne & française

Les richesses essentielles de la France, les fruits essentiels du travail national se retrouvent entre les mains et sous le contrôle d'une oligarchie mondiale qui exploite pour son profit particulier les ressources naturelles et la force de travail de la population. Des blocs supranationaux (regroupant plusieurs nations) se constituent et forment des structures aux pouvoirs immenses. Par ces mécanismes, la production de chaque pays se retrouve interdépendante de celle des autres, au point de ne plus pouvoir exister sans dépendre de l'ensemble de la production mondiale. La production mondiale est de plus en plus socialisée. En se servant de leurs pouvoirs extraordinaires ces puissances imposent des institutions supranationales, comme l'Union Européenne, afin de faire voter des décisions internationales forcées qui contraignent les nations à leurs profits et leurs besoins toujours plus grands. (Ex : TAFTA, CETA, OTAN).

1- La surexploitation de la classe ouvrière

La classe ouvrière connaît avec les monopoles, une exploitation accrue. Les monopoles contrôlant des branches entières de la production, ils peuvent mieux encore que les patrons isolés, faire front aux revendications de la classe ouvrière. Leur mainmise sur l'État et les organisations supranationales leur permet de maintenir une pression suffisante pour contrer et imposer à la classe ouvrière leurs intérêts et augmenter son exploitation sur l'ensemble de la surface du globe. En délocalisant leurs industries dans des pays dominés, ou en faisant venir travailler des ouvriers de ces pays sur le territoire national, ces monopoles mettent en concurrence

l'ensemble des ouvriers afin de briser plus facilement les acquis obtenus et générer toujours plus de profits.

Les monopoles étant aussi les maîtres du marché, les ouvriers subissent en plus en tant que consommateurs, les conséquences des prix élevés, des prix de monopole imposé par ceux-ci.

2- Les monopoles, destructeurs de la propriété

Chaque jour, un nombre conséquent de petits et moyens producteurs succombent devant la concurrence des monopoles. Depuis 1873, la contradiction qui caractérise le régime capitaliste (contradiction entre la production devenue sociale et la propriété des moyens de production restée individuelle) engendre des crises périodiques. Ces crises économiques devenues plus profondes depuis l'emprise des monopoles minent l'économie de tous les pays, accélèrent périodiquement l'expropriation massive des petits et moyens producteurs, de même qu'elles précipitent la ruine des petits commerçants, artisans, paysans.

Le salariat, par cet effet, ne cesse d'augmenter en France, comme partout ailleurs.

Pour tenter de survivre, le paysan doit travailler non seulement plus, mais plus rationnellement en employant des engrais, des machines agricoles, des semences sélectionnées par les monopoles de l'industrie agro-alimentaire, de l'industrie mécanique, des monopoles de semences, souvent au détriment de sa santé et de l'environnement. Les paysans se retrouvent contraints de payer très cher ce qu'ils achètent et de vendre ce qu'ils produisent à des prix misérables.

Ainsi, en France, poussés à bout par des conditions de vie inhumaines, ce sont deux paysans qui se suicident par jour.

Les commerçants et artisans doivent aussi avoir souvent recours au crédit des banques. Ils sont victimes de la concurrence des grands magasins (Carrefour, Ikea...), créés par les groupements du capital financier.

Dans cette lutte inégale, petits commerçants et artisans s'appauvrissent de plus en plus et sont à la merci des grands groupes capitalistes.

On a pu voir leur détresse lors des mouvements « gilets jaunes » en 2018, majoritairement constitués de membres de cette couche sociale, condamnée par le capital financier à la mort.

3- La petite et moyenne production sous la dépendance du capital financier

Le propriétaire d'une entreprise petite ou moyenne (TPE, PME) qui a échappé à la concentration industrielle est tout de même l'esclave des monopoles.

Il lui faut, lui aussi, s'adresser aux banques quand il a besoin de fonds ; ce sont les monopoles qui fixent les prix des matières premières, des machines dont il a besoin, des assurances. Il dépend de ces entreprises pour se faire livrer ses commandes, passe souvent par leurs organismes de vente, même lorsqu'il ne travaille pas comme fournisseur d'une grande entreprise ;

La ruse du capital financier a été de laisser subsister un large secteur d'entreprises petites et moyennes (SARL, SAS, EURL, Micro-entreprise) qu'elle a annexée économiquement, sans salarier leurs petits patrons ou producteurs.

On le voit particulièrement aujourd'hui avec le modèle de sous-traitance, « l'Ubérisation » ou auto-entreprenariat, formes particulièrement perverses permettant d'exploiter un travailleur sans avoir à supporter les « inconvénients » du salariat pour les grands groupes et condamnant à la surexploitation l'individu, seul face à une structure toujours plus éclatée et gigantesque.

4- L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme

Comme nous avons pu le constater, après avoir étudié l'étendue des richesses de la France, nous avons analysé la nature des rapports de classes en cours au sein du modèle productif capitaliste.

Nous avons établi que par sa propre construction contradictoire, le poussant par un effet de concurrence et de concentration, le capitalisme engendrait de lui-même deux effets majeurs :

-l'accroissement numérique et qualitatif du prolétariat

-un nouvel état de rapports économiques : le capitalisme financier

Nous avons ainsi pu constater que, par ses propres effets, le capitalisme engendrait non seulement l'exploitation d'une classe par une autre, mais en plus, une tendance de prédation se produisait au sein-même de la classe capitaliste et amenait à une concentration de la propriété des moyens de production jamais égalée, condamnant une large partie des couches intermédiaires à la mort et le prolétariat à la surexploitation.

Cependant, il nous faut préciser une dimension particulière :

Le capitalisme financier, dans le besoin de conquérir toujours plus de marchés nouveaux, de profits et par sa puissance colossale, s'empare de pays entiers pour exploiter leurs ressources et leur force de travail. Profitant du faible développement économique et technique de ces pays, il les exploite encore plus, les asservissant aux intérêts, dès lors divisés entre cartels, de monopoles (les ravages de l'Impérialisme français sur le continent africain, notamment au Mali, Centre Afrique, Côte d'Ivoire, Rwanda, Algérie, système de Françafrique...). Les ouvriers de l'ensemble de ces pays sont alors mis en concurrence les uns avec les autres et des pressions sont exercées pour pousser la rivalité jusqu'à faire céder le prolétariat le moins exploité.

Ce phénomène, débutant sous la forme bien connue du colonialisme, va se développer et atteindre un stade dans lequel nous vivons :

l'Impérialisme.

Se forment de grandes puissances, agrégeant les pays capitalistes dans des blocs gigantesques, comme le bloc États-Unis-Royaume-Unis-Australie ou encore l'Union Européenne (Principaux pays impérialistes France-Allemagne).

Une domination Inter-impérialiste s'établit, où un Impérialisme plus puissant va progressivement dominer un ou plusieurs autres, comme avec l'hégémonisme étatsunien, ayant imposé au sortir de la Seconde Guerre mondiale sa domination politique, culturelle et économique sur les impérialismes européens (France, Allemagne etc.- comme dans l'affaire Alstom).

Dès lors que ces puissances monopolistes inter-impérialistes ne s'accordent plus sur les marchés, les prix, etc., une crise économique secoue l'économie mondiale et dans les pires cas, les conflits et contradictions entre capitalistes monopolistes se soldent par la guerre impérialiste. (Ex : 1914-1918).

Ainsi, l'Impérialisme est le stade, non seulement le plus avancé du capitalisme, mais également son état de pourrissement.

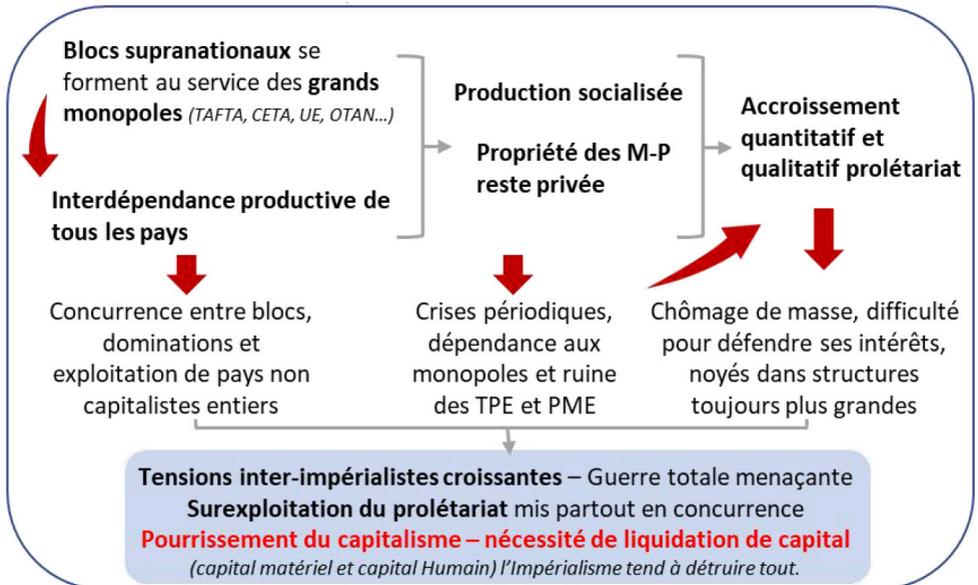
En mettant les travailleurs de la planète entière en concurrence et en livrant leur sort aux mains de quelques groupes monopolistes, maîtrisant dans leurs mains toutes les dimensions des sociétés modernes et des pays exploités, l'Impérialisme menace la survie humaine.

Par cette situation objective, l'ensemble des forces productives du monde possède le même intérêt commun,

Celui d'abolir le régime de production capitaliste et le remplacer par un régime nouveau, où la majorité productrice décide et se partage la propriété des grands moyens de production et leurs profits :

Le socialisme.

L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme



Fascicule produit et édité par la Section Oswald Calvetti
du Parti Communiste Français 2022,
et avec l'aimable participation de Roland Zanganelli, Xavier Guesdon,
Jean-Pierre Peyron, Elma Mati, Samuel, Clara Zetkin et Jonathan Juillard.

